

Flash ISP

>>> "Caroline Dodd-Taleb" <Caroline.Taleb@world-psi.org> 12/06/06 5:26 >>>

International des services publics www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org>> novembre 06

Aide et soutien aux fonctionnaires palestiniens

En Palestine, les salaires des fonctionnaires sont impayés depuis 8 mois, en raison de l'embargo politique imposé en particulier par les Etats-Unis et l'Union européenne. Le Syndicat de la fonction publique est la fédération qui regroupe les syndicats du secteur public dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux, des services publics de distribution, des transports et de l'agriculture. Il demande à l'ISP et à ses affiliés d'envoyer des lettres de protestation à l'Autorité palestinienne et aux donateurs pour les exhorter à lever l'embargo sur l'aide internationale pour la Palestine, qui a entraîné le non-versement des salaires des employé-e-s du secteur public. Compte tenu de la situation humanitaire alarmante, l'ISP a ouvert un fonds spécial pour la Palestine et lance un appel à ses affiliés pour obtenir des dons. Ce fonds, qui sera utilisé pour fournir des services alimentaires et médicaux essentiels aux travailleurs(euses) du secteur public et à leurs familles, représentera aussi une source importante de soutien moral. Lors de sa réunion du 10 novembre, le Conseil exécutif de l'ISP a pleinement souscrit à ces actions. Voir www.world-psi.org/urgentaction <<http://www.world-psi.org/urgentaction>> .

Délégation mixte CSI/FSI à l'ambassade coréenne de Genève

Dans le cadre de la Journée internationale d'action contre la répression syndicale en Corée du Sud, le Secrétaire général de l'ISP, Hans Engelberts, a participé à une délégation de haut-niveau pour rencontrer l'ambassadeur coréen à Genève le 15 novembre. L'ambassadeur coréen a refusé cette rencontre sous prétexte qu'une délégation précédente avait rencontré le ministère du Travail coréen avant la 14ème conférence régionale de l'OIT à Busan, en Corée du Sud. La délégation comprenait Sir LeRoy Trotman, le porte-parole du Groupe des travailleurs de l'OIT, Marcello Malentacchi, le Secrétaire général de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie et d'autres représentants de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture, de la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, de l'UNI et de la CSI. Au nom de la délégation, Sir Leroy a déposé des lettres de protestation contre la répression continue des syndicalistes. La délégation a réitéré son engagement à surveiller la situation en Corée du Sud jusqu'à ce que le gouvernement de ce pays respecte les normes internationales du travail.

Philippines : Arrêtez les massacres

Le 16 novembre était la Journée internationale d'action contre la répression syndicale et les assassinats politiques aux Philippines. L'ISP avait déjà lancé un appel urgent à l'action pour soutenir Annie Geron, la Secrétaire générale de PSLINK (voir l'édition d'octobre du Flash ISP et www.world-psi.org/urgentaction <<http://www.world-psi.org/urgentaction>>). Des affiliés de l'ISP du monde entier ont envoyé des lettres de protestation à la Présidente Gloria Arroyo et des messages de soutien à Annie Geron. Dans le cadre de la Journée internationale d'action, des représentants du bureau de l'ISP à Tokyo ont rencontré le Consul et l'Attaché du travail de l'ambassade des Philippines à Tokyo pour exprimer leur profonde préoccupation quant à la situation actuelle. Plusieurs entreprises connues, notamment WalMart, Ralf Lauren et GAP, ont également écrit à la Présidente Arroyo, exhortant son gouvernement à veiller au respect des droits des travailleurs(euses) dans les zones franches d'exportation de Manille.

Réunion du Conseil exécutif de l'ISP

Le Conseil exécutif de l'ISP s'est réuni à Genève du 8 au 10 novembre. Il avait un programme chargé, comprenant la préparation du prochain Congrès mondial qui aura lieu à Vienne, en Autriche, en septembre 2007. Les participant-e-s ont examiné les amendements statutaires et Hans Engelberts, le Secrétaire général, a fait un rapport sur les préparations du Congrès qui doit réunir 1.000 délégué-e-s représentant tous les syndicats affiliés à l'ISP. Le Congrès sera précédé d'un Forum de 2 jours réunissant des membres LGBT et d'une réunion des jeunes. Le compte rendu de la réunion du Conseil exécutif sera disponible pour tous les affiliés sur le site internet de l'ISP.

Les changements climatiques concernent les syndicats

Les changements climatiques nous concernent toutes et tous. Il s'agit d'un enjeu prioritaire pour les syndicats, car il constitue une menace mondiale qui appelle une réponse mondiale. Les lieux de travail que nous syndiquons - et souhaitons syndiquer - consomment de l'énergie et des ressources et produisent des déchets. On peut d'ores et déjà voir les conséquences des changements climatiques : les longs étés chauds en Europe, la sécheresse en Afrique, les inondations et la fonte des glaces dans l'Antarctique nous montrent qu'il est plus qu'urgent d'agir. Les syndicats doivent se mobiliser et obtenir l'engagement des travailleurs(euses), exercer des pressions sur les employeurs réticents et veiller à ce que les changements importants soient négociés de manière équitable. Il est indispensable de promouvoir des lieux de travail durables pour assurer la pérennité des emplois.

Au Royaume-Uni, le TUC a publié une brochure pratique et instructive First steps to a greener workplace (Premières initiatives pour des lieux de travail plus respectueux de l'environnement), disponible en ligne sur [<http://www.tuc.org.uk/economy/tuc-12460-f0.cfm>](http://www.tuc.org.uk/economy/tuc-12460-f0.cfm). Nous souhaitons connaître la position de votre syndicat sur les changements climatiques et le développement durable. Veuillez envoyer toute information à [<communications@world-psi.org>](mailto:communications@world-psi.org).

Mission de l'ISP en Algérie

Des représentant-e-s de l'ISP se sont rendus en Algérie du 4 au 6 novembre afin de rencontrer les syndicats affiliés à l'ISP dans les secteurs du gaz, de l'électricité, des services de santé et de l'administration publique. La mission avait pour objectif de renforcer la coopération avec les syndicats du secteur public dans le domaine de la formation syndicale, d'échanger des points de vue sur le rôle du secteur public dans la fourniture de services essentiels et de soutenir les syndicats dans leurs revendications en matière de conditions d'emploi, de sécurité sociale, de restructuration du secteur public et de respect des droits syndicaux. La mission a pris note avec préoccupation des plaintes administratives et des actions en justice intentées sans cesse contre des dirigeants syndicaux et des membres du Syndicat autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et d'autres syndicats autonomes de l'enseignement secondaire et supérieur, du domaine paramédical et du secteur public de la santé. Les représentants de l'ISP considèrent qu'il s'agit de violations manifestes des normes internationales auxquelles le gouvernement algérien a souscrit, en particulier les Conventions 87 et 98 de l'OIT et la Convention de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels. Voir le communiqué de presse <http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Droits_des_travailleurs&CONTENTID=15006&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> de l'ISP sur la mission.

Forum du secteur public : façonner le monde

Le premier atelier du Forum de l'ISP sur le secteur public a eu lieu du 15 au 17 novembre. Il a traité de l'avenir des services publics : comment identifier les tendances actuelles et futures qui façonnent les services publics et comment les syndicats doivent agir en conséquence. Prenant comme exemple les défis qui se posent actuellement aux politiques néolibérales en Amérique latine et les progrès accomplis en matière d'OMD, les affiliés ont exposé des hypothèses qu'il convient de garder à l'esprit. Les participant-e-s ont estimé que les trois jours d'ateliers clairement orientés et menés à un rythme soutenu étaient à la fois stimulants et très fructueux. Nous serons en mesure de produire des documents sur ce Forum, qui seront très utiles pour l'ISP et ses affiliés, surtout en vue du Congrès de l'an prochain. Le document mis à jour «Arrêter le monde? Non. Le changer!» est disponible sur le site Internet de l'ISP : voir [<http://www.world-psi.org/arreterlemonde>](http://www.world-psi.org/arreterlemonde).

Eau, femmes, travail

Le Comité mondial des femmes de l'ISP a adopté une proposition visant à placer la Journée internationale des femmes du 8 mars 2007 sous le thème Eau, femmes, travail : sources de vie. Etant donné que la Journée mondiale de l'eau a lieu le 22 mars, il a été décidé de proposer une série d'activités entre le 8 et le 22 mars. Il s'agira de mettre en évidence les conséquences négatives de la privatisation de l'eau, qui touche de manière disproportionnée les femmes, d'exiger que le droit à l'eau soit considéré comme un droit humain et d'exhorter les gouvernements à prendre en main et gérer publiquement les ressources en eau. Les documents y afférents, en cours de préparation, incluront des informations de référence, une affiche et des cartes postales, un modèle de communiqué de presse et une lettre aux gouvernements et aux municipalités, ainsi que des documents pour sites Internet, une liste de films, des documentaires et d'autres matériels. L'ISP encourage tous ses affiliés à prévoir des activités sur ce sujet de grande importance. Pour de plus amples informations, contactez [<mailto:Catherine.Laflamme@world-psi.org>](mailto:Catherine.Laflamme@world-psi.org).

Politique de développement de l'UE en matière de services publics

L'ISP, Oxfam International et la Fédération finlandaise des syndicats des services publics ont organisé un séminaire à Helsinki le 14 novembre, afin d'exhorter l'UE à soutenir les services publics dans sa politique de développement. Les intervenants ont souligné le rôle important qu'ont joué les services publics dans le développement social et économique en Finlande et dans bien d'autres pays européens. Le représentant d'Oxfam International, Tom Noel, s'est référé à une publication récente d'Oxfam "Dans l'intérêt du public" qui confirme que l'absence de services publics essentiels dans les pays du Sud compromet considérablement leur capacité à répondre aux besoins de base des citoyens. Alan Leather de l'ISP (à gauche) a plaidé en faveur d'une politique européenne de développement qui reconnaîsse le rôle important que peuvent jouer les travailleurs(euses) du secteur public dans l'orientation de leur propre avenir. Heikki Kehalinna a pris la parole au nom des syndicats finlandais et a avancé des arguments convaincants en faveur de l'utilisation des modèles européens de dialogue social dans tous les projets de développement.

Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) a publié le Rapport mondial sur le développement humain 2006 Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau. L'eau salubre et l'assainissement sont essentiels pour permettre aux populations de rester en bonne santé et de conserver leur dignité. L'eau maintient également les écosystèmes et contribue aux systèmes de production qui préservent les moyens d'existence. Ce rapport examine deux sujets distincts dans la crise mondiale de l'eau : l'eau pour la vie (fourniture d'eau salubre, élimination des eaux usées et assainissement) et l'eau pour les moyens de subsistance (ressources productives partagées au sein d'un pays et entre plusieurs pays). Voir [<http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm>](http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm).

Jeunes travailleurs(euses) en faveur des services publics de qualité et du travail décent

Le bureau de l'ISP en Asie du Sud-Est a organisé un atelier sur les services publics de qualité pour les jeunes travailleurs(euses), qui s'est déroulé en Thaïlande du 30 octobre au 1er novembre. Vingt-huit participant(e)s d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande étaient présents. L'atelier avait pour objectif de faire comprendre la structure, la politique et les programmes de l'ISP afin de formuler des recommandations pour améliorer les services publics de qualité et d'analyser les problèmes et les défis auxquels se heurtent les jeunes travailleurs(euses) dans le monde du travail. Il s'agissait également d'élaborer des projets et des stratégies syndicaux sur la promotion et la protection des droits et des intérêts des jeunes travailleurs(euses) et de créer un Réseau des jeunes dans la sous-région d'Asie du Sud-Est. A la fin de l'atelier, les participants ont formulé plusieurs recommandations, notamment sur la création d'un comité des jeunes et la nécessité de promouvoir la qualité de la vie au travail pour les jeunes travailleurs(euses).

La privatisation en Tanzanie suscite des critiques

Depuis le début des années 90, 322 entreprises publiques ont été privatisées en Tanzanie. Les 35 entreprises qui sont encore entre les mains de l'Etat seront privatisées en décembre 2007. L'organisme gouvernemental de privatisation, la Parastatal Sector Reform Commission (Commission pour la réforme du secteur parapublic), présente le programme comme un succès, mais les critiques formulées par les syndicats et plusieurs experts du monde universitaire montrent qu'il y a eu beaucoup d'échecs. Certaines entreprises privatisées n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que les anciennes entreprises publiques et plusieurs investisseurs ont tout simplement hypothqué les biens des entreprises au lieu d'injecter de nouveaux fonds pour stimuler la relance et la croissance. Air Tanzania a même été racheté par le gouvernement car le partenariat avec South African Airways s'est soldé par un échec. La compagnie de téléphone Tanzania Telecommunications Co. Ltd a dû recruter de nouveaux directeurs faute d'accord sur la gestion de l'entreprise entre les entités qui la contrôlent (le gouvernement et un investisseur privé). En 2005, le gouvernement a annulé son contrat avec Biwater, entreprise chargée d'approvisionner la capitale en eau salubre. Mais un service à bel et bien bénéficié de la privatisation en Tanzanie : il est désormais beaucoup plus facile d'acheter de la bière. Voir [<http://www.iht.com/articles/ap/2006/10/20/business/AF_FEA_FIN_Tanzania_Privatization.php>](http://www.iht.com/articles/ap/2006/10/20/business/AF_FEA_FIN_Tanzania_Privatization.php).

Les syndicats lituaniens exigent une harmonisation des revenus en Europe

Le 10 novembre, les syndicats lituaniens ont organisé des manifestations pour protester contre les conditions de travail imposées par le gouvernement. En Lituanie, les salaires sont très bas et le gouvernement prévoit d'allonger la semaine de travail de 48 à 60 heures. Les salaires ne stimulent pas les travailleurs(euses) et risquent d'augmenter la fuite des cerveaux vers le reste de l'Europe

au lieu de retenir la main d'œuvre nationale qualifiée. L'ISP a écrit une lettre de protestation au gouvernement et à la fédération des employeurs lituaniens.

Le Costa Rica dit non au CAFTA

Les 23 et 24 octobre, des milliers de Costaricains ont mené une grève nationale et des manifestations en guise de protestation contre l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale (CAFTA). Le Président Oscar Arias a l'intention d'accélérer le processus afin que le Congrès approuve l'Accord avant la fin de l'année. Des enseignants, des travailleurs(euses) de la santé et des transports, des étudiants, des écologistes et des membres de coopératives exigent que le CAFTA soit définitivement retiré de l'Assemblée législative. La population attire l'attention de la communauté internationale sur le fait que le traité détériorera leurs conditions de vie, accentuera la pauvreté et le chômage et mettre en péril la souveraineté nationale. Elle souligne, par ailleurs, que le gouvernement a négocié l'accord à son insu. La population trouve paradoxal que les forces de sécurité du Président ont réprimé de manière violente leurs manifestations alors qu'Arias a reçu le prix Nobel de la paix en 1987.

Pour plus d'informations, voir <http://www.plenglish.com/article.asp?ID=%7B04A21086-F56C-407C-807B-5A07D5D7F1CD%7D&language=EN> <<http://www.plenglish.com/article.asp?ID=%7B04A21086-F56C-407C-807B-5A07D5D7F1CD%7D&language=EN>>

Reconstruction des services publics en Nouvelle-Zélande

Des chiffres récents montrent que la reconstruction nécessaire des services publics en Nouvelle-Zélande est couronnée de succès. Le nombre de services publics augmente chaque année depuis six ans, suite à leur démantèlement à l'ère de l'idéologie néo-libérale dans les années 90. Le nombre total de fonctionnaires a augmenté de cinq pour cent au cours de l'année dernière, principalement dans les services fiscaux et l'administration pénitentiaire.

« Il était nécessaire d'augmenter le nombre de travailleurs et travailleuses pour permettre au gouvernement de mettre en place des politiques sociales importantes comme Working for Families (Œuvrer pour les familles) », a déclaré Richard Wagstaff, le Secrétaire national de l'Association des services publics (PSA). « Ces nouveaux fonctionnaires jouent un rôle essentiel dans le succès économique et social actuel et futur de la Nouvelle-Zélande ». La PSA a publié un rapport Re-imagining Government - putting people at the heart of New Zealand's public sector (Réinventer le gouvernement : mettre la population au cœur du secteur public de la Nouvelle-Zélande), élaboré par l'institut Demos basé au Royaume-Uni. Ce rapport présente une nouvelle orientation pour les services publics néozélandais.

Voir le rapport : [>http://www.psa.org.nz/FreshPerspectives/congress2006/demos%20-%20full%20report.pdf](http://www.psa.org.nz/FreshPerspectives/congress2006/demos%20-%20full%20report.pdf)

Les fonctionnaires portugais en grève

Les 9 et 10 novembre, les travailleurs(euses) du secteur public portugais ont organisé une grève de deux jours pour protester contre le projet du gouvernement de réduire ses effectifs (comptant actuellement 700.000 personnes) en supprimant 75.000 emplois. Ils s'opposent également à sa politique économique et à ses attaques contre les fonctionnaires. La grève a été suivie dans toute une série de services. Des travailleurs(euses) des services de distribution d'eau, des services d'incendie, des écoles primaires, des jardins d'enfants et de l'administration générale y ont participé avec le soutien de la totalité des éboueurs dans de nombreuses régions. Les syndicats ont la ferme intention de poursuivre leur campagne en organisant, dans un deuxième temps, une manifestation nationale soutenue par la fédération CGTP-IN le 25 novembre.

Code de pratique pour les professionnels de la santé dans le Pacifique

Le Secrétariat général de la Communauté pacifique (CPS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont élaboré un projet de "Code de pratique" pour le recrutement des professionnels de la santé dans la région du Pacifique. Ce projet de Code de pratique sera présenté pour adoption à la réunion des ministres de la Santé du Pacifique à Vanuatu en mars 2007. « Le code permettra de faciliter le recrutement bilatéral des travailleurs et travailleuses de la santé sur la base de bénéfices mutuels, de transparence et d'équité pour toutes les parties concernées », a déclaré le Dr Juliet Fleischl, agent technique des Ressources humaines et des systèmes de santé à l'OMS.

“Une fois adopté par les ministres de la Santé de la région Asie-Pacifique, le Code de pratique régional pour le recrutement du personnel de santé servira d'outil pour permettre aux pays et territoires de la région de mieux gérer leurs personnels de la santé, qui sont hautement concernés par la migration internationale », a souligné le Directeur général du CPS, le Dr Jimmie Rodgers. Voir [>http://www.spc.int/AC/crga2006_PR_Day3_health.htm](http://www.spc.int/AC/crga2006_PR_Day3_health.htm)

La nouvelle Directrice générale de l'OMS salue les professionnels de la santé

Le Dr Margaret Chan de Chine a été nommée nouvelle Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Après sa nomination, elle a déclaré à l'Assemblée mondiale de la santé qu'elle souhaite être jugée à l'aune des résultats de l'action de l'OMS en faveur des populations d'Afrique et des femmes du monde entier. Elle a souligné qu'il est indispensable d'avoir des services de santé solides pour venir en aide aux personnes qui en ont besoin. « On peut offrir tous les médicaments du monde, ils ne serviront à rien s'il n'y a pas d'infrastructure pour les administrer. Il est impossible de fournir des soins de santé si le personnel formé dans le pays travaille à l'étranger ». Elle a en particulier fait l'éloge des professionnels de la santé. « Aujourd'hui, les vrais héros sont les professionnels de la santé, avec leur éthique en matière de soins et de prise en charge. Ils sont résolus à sauver des vies et à soulager la souffrance d'autrui. Ils travaillent avec un grand dévouement, souvent dans des conditions difficiles. Il faudrait beaucoup plus de gens comme eux dans le monde », a déclaré le Dr Chan. Voir
www.who.int/mediacentre/news/releases/2006/pr66/fr/print.html
<<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2006/pr66/fr/print.html>> .

16 jours d'action contre la violence de genre

Les 16 Jours d'action contre la violence faite aux femmes sont une campagne internationale lancée par le premier Women's Global Leadership Institute parrainé par le Center for Women's Global Leadership en 1991. Les participants ont choisi les dates (25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes et le 10 décembre, Journée internationale des droits humains) de manière à établir un lien symbolique entre la violence contre les femmes et les droits humains et souligner le fait que cette violence constitue une violation des droits humains. Cette période de 16 jours attire également l'attention sur d'autres dates importantes : le 29 novembre, Journée internationale des défenseurs des droits humains des femmes, le 1er décembre, Journée mondiale de lutte contre le Sida, et le 6 décembre, Journée de commémoration du Massacre de Montréal. Depuis 1991, quelque 1.700 organisations de 130 pays ont participé à la Campagne des 16 jours. Pour de plus amples informations sur cette campagne, voir <http://www.cwgl.rutgers.edu/16days/home.html> <<http://www.cwgl.rutgers.edu/16days/home.html>>

1er décembre : Journée mondiale de lutte contre le Sida

Le 1er décembre est la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Quelque quarante millions de personnes vivent avec le HIV dans le monde entier, et ce chiffre augmente tous les jours dans toutes les régions. L'ignorance et les préjugés accélèrent la propagation de cette maladie évitable. Le 1er décembre est l'occasion pour le monde entier de s'unir dans la lutte contre le VIH et le Sida. Cette année, il ne tient qu'à nous toutes et tous d'endiguer le VIH et d'éliminer les préjugés. Commencez par prendre des initiatives : portez le ruban rouge, parlez autour de vous, participez à des manifestations. Avec le soutien de l'ONUSIDA, la Campagne mondiale contre le Sida propose le thème international de la Journée mondiale contre le Sida. Cette année, il s'agit de Stop au SIDA. Tenir sa promesse. Visitez le site internet de la Campagne mondiale contre le Sida afin d'afficher la liste des manifestations et des actions qui auront lieu dans le monde entier. Voir <http://www.worldaidscampaign.info/> <<http://www.worldaidscampaign.info/>> .

Ratification de la nouvelle convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées

A l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées le 3 décembre, l'ISP encourage ses affiliés à conjuguer leurs efforts pour pousser leurs gouvernements à signer et ratifier la nouvelle Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, qui devrait être formellement adoptée en décembre. Voir <http://www.un.org/esa/socdev/enable/>
<<http://www.un.org/esa/socdev/enable/>> . La convention interdit en particulier la discrimination contre les personnes handicapées dans tous les domaines de la vie, ce qui permettra de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils améliorent la protection des droits des personnes handicapées (l'Article 27 sur le travail et l'emploi présentera un intérêt tout particulier pour les syndicats et les travailleurs(euses) handicapé-e-s). Les pays signataires de cette convention devront régulièrement présenter un rapport à l'ONU sur les mesures entreprises pour protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées et, par là même, leur garantir un meilleur avenir. L'organisation mondiale des personnes handicapées (OMPH) a produit une panoplie sur la ratification de la Convention. Voir <http://www.icrpd.net> <<http://www.icrpd.net>>

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message.

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org>> communications@world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>>